

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

Conseil Municipal de la Ville de Dijon

Séance du 17 décembre 2007

**MAIRIE DE DIJON****Président** : M. REBSAMEN**Secrétaire** : M. PERRON**Membres présents** : M. MILLOT - Mme TENENBAUM - M. G. GILLOT - Mme POPARD - M. MASSON - M. MARTIN - M. PRIBETICH - M. PINON - Mme DURNERIN - M. DUPIRE - M. J.P. GILLOT - Mme DILLENSEGER - M. GERVAIS - M. SAUNIE - Mme MAILLOT - Mme SEGUIN-FILLEY - Mme BESSIS - Mme DURNET-ARCHERAY - M. MARCHAND - M. DANIERE - M. MAGLICA - M. JULIEN - Mme FLAMENT - Mme MANSAT - M. BOUHELIER - Mme BIOT - Mme LEMOUZY - M. IZIMER - Mme ROY - Mme HERVIEU - Mme BERNARD - Mme AVENA - Mme DE ALMEIDA - M. BEKHTAOUI - Mme BOUCHARD-STECH - Mlle MASLOUHI - M. JAPIOT - Mme KAROUBI - Mme WILLIAMS - Mme REVEL-LEFEVRE - Mme THYEBAUT - Mme CHOUX - M. HELIE**Membres excusés** : M. BERTELOOT - M. ALLAERT - Mme GARRET (pouvoir M. MARTIN) - Mme DELEBARRE (pouvoir M. MASSON) - M. NUDANT (pouvoir M. DUGOURD) - M. BRIOT - M. DUGOURD - Mme JARZAGUET (pouvoir Mme WILLIAMS) - Mme VANDRIESSE**Membres absents** : M. BAZIN**OBJET****DE LA DELIBERATION****Société Anonyme Sportive Professionnelle (SASP) Stade Dijonnais Côte d'Or - Mise à disposition du stade Bourillot - Instauration d'une indemnité de location d'équipements sportifs - Saison 2007-2008 - Convention**

Monsieur Marchand, au nom des commissions de la Jeunesse et des Sports, et des Finances, expose :

Mesdames, Messieurs,

La circulaire interministérielle du 29 janvier 2002 relative aux concours financiers apportés par les collectivités territoriales aux clubs sportifs professionnels indique, dans son paragraphe V, que « lorsque le contrat d'occupation du domaine public est conclu au profit d'une société qui percevra des recettes importantes provenant de l'exploitation même de l'équipement, notamment par l'intermédiaire de contrats publicitaires, il paraît difficile d'admettre que la mise à disposition puisse être consentie à titre gratuit ».

Les collectivités territoriales déterminent, dans ce cadre, le montant de l'indemnité de location par délibération et définissent les modalités de la mise à disposition de leurs équipements sportifs dans le cadre d'une convention.

La Société Anonyme Sportive Professionnelle (SASP) Stade Dijonnais Côte d'Or, club de rugby ayant adopté un statut professionnel afin de progresser dans le championnat de France de Fédérale 1 puis dans la hiérarchie nationale de ce sport, utilise le stade Bourillot pour ses entraînements et à l'occasion de ses matches ; elle entre donc dans le cadre d'application de cette circulaire.

C'est pourquoi, pour déterminer le montant de l'indemnité de location des équipements sportifs de la Ville qui serait due par cette société sportive, il est proposé d'appliquer :

- une part fixe correspondant au tarif de location du stade Bourillot, à raison de six heures d'occupation à l'occasion des onze matches de championnat que ce club devrait disputer à domicile et de deux heures d'occupation quotidienne pendant deux cent jours pour les entraînements . Sur la base du tarif municipal de location de cette aire sportive, cette part fixe pourrait s'élever à 2819,30 € HT pour la saison 2007-2008;

- une part variable égale à 1% des recettes de billetterie perçues par ce club à l'occasion de ses matches à domicile.

Les modalités de mise à disposition de ces équipements sportifs seraient quant à elles définies par convention.

Si vous suivez l'avis favorable de vos commissions de la Jeunesse et des Sports, et des Finances, je vous demanderai, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir:

1. décider l'instauration, à la charge de la SASP Stade Dijonnais Côte d'Or, d'une indemnité de location du stade Bourillot comportant:

- une part fixe correspondant au tarif de location de ce dernier, à raison de six heures d'occupation pour chacun des onze matches que ce club devrait disputer à domicile cette saison et de deux heures d'occupation quotidienne pendant deux cent jours pour les entraînements, soit une somme de 2819,30 € HT pour la saison 2007-2008;
- une part variable égale à 1% des recettes de billetterie perçues par ce club à l'occasion de ses matches à domicile;

2. approuver le projet de convention de mise à disposition d'équipements sportifs de la Ville à titre onéreux, au profit de cette société, annexé au présent rapport, et m'autoriser à y apporter, le cas échéant, des modifications de détail ne remettant pas en cause son économie générale ;

3. m'autoriser à signer la convention définitive ainsi que tout acte à intervenir pour son exécution.

**RAPPORT ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

Pour Extrait Conforme  
Le Maire,  
Pour le Maire, le Premier Adjoint,

Alain MILLOT

PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR  
Déposé le :

26 DEC. 2007

PUBLIÉ LE 27.12.07

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS  
DE LA VILLE DE DIJON AU PROFIT  
DE LA SOCIETE ANONYME SPORTIVE PROFESSIONNELLE  
STADE DIJONNAIS COTE D'OR**

Entre :

La Ville de Dijon, représentée par son Maire en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite Ville en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2007,

ci-après désignée « la Ville »,

d'une part,

Et

La Société Anonyme Sportive Professionnelle Stade Dijonnais Côte d'Or, représentée par son Président, Monsieur Pascal Gautheron,

ci-après désignée « la SASP »,

d'autre part,

**ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles la Ville de Dijon met à la disposition de la SASP les locaux, espaces et matériels nécessaires à la préparation et à l'organisation des matchs de rugby de l'équipe relevant de la société.

**ARTICLE 2 : NATURE ET CONTENU DE LA MISE A DISPOSITION**

**2-1 - Nature de la mise à disposition**

La présente convention est une convention d'occupation du domaine public.

La mise à disposition des locaux, espaces et équipements est consentie à titre temporaire, précaire et non exclusif.

La Ville reste libre de mettre lesdits équipements et matériels à disposition d'autres utilisateurs et d'organiser d'autres types de manifestations dans les installations et locaux visés en annexe de la convention.

## 2-2 - Contenu de la mise à disposition

La Ville met à la disposition de la SASP les locaux, espaces et matériels visés en annexe de la présente convention pour :

- l'organisation des compétitions officielles et des matchs amicaux,
- à titre exceptionnel, l'organisation de matchs d'équipes extérieures,
- la tenue des entraînements.

La SASP déclare connaître et accepter l'état des locaux, espaces et matériels mis à sa disposition, sans pouvoir exiger aucun aménagement ni exercer aucun recours à raison de leur état.

La SASP ne peut, sans l'autorisation expresse préalable de la Ville, céder ou transférer tout ou partie des droits et obligations issus de la présente convention.

## **ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA MISE A DISPOSITION**

### 3-1 - Calendriers de mise à disposition du stade Bourillot

La SASP adressera à la Ville, dès qu'elle en aura connaissance, le calendrier des matchs pour chaque saison de rugby.

La Ville s'engage à mettre le stade Bourillot à la disposition de la SASP pour la préparation et le déroulement de chaque match officiel.

En ce qui concerne les matchs non prévus dans ce calendrier, la SASP devra solliciter la mise à disposition du stade dans un délai minimum de quinze jours avant la date prévue, la Ville restant libre de refuser dans l'hypothèse où les lieux seraient déjà occupés à cette date.

De son côté, la Ville informera la SASP, dès qu'elle en aura connaissance, de toute manifestation prévue sur le site.

### 3-2 - Périodes de mise à disposition

La Ville s'engage à laisser libres les équipements visés en annexe de la convention, pour la préparation et le déroulement des matchs. Pour la fixation de la redevance, la mise à disposition sera comptabilisée pour trois tranches horaires, comme il est stipulé à l'article 5.

### 3-3 - Modalités d'utilisation des équipements

Les conditions pratiques d'utilisation du stade Bourillot sont précisées dans le règlement intérieur d'utilisation de l'établissement que la SASP déclare connaître.

Il appartient à la SASP, préalablement au déroulement de la manifestation, d'informer immédiatement le service des sports de la Ville de toute insuffisance ou anomalie constatée dans le fonctionnement du stade.

La Ville conserve la responsabilité du gardiennage des installations notamment des vestiaires durant le déroulement de la manifestation. La SASP est responsable du déroulement de chaque manifestation et devra prendre toute précaution et mesure de nature à en garantir la bonne tenue. Elle

dévrá notamment satisfaire aux mesures de police et de sécurité et contracter les assurances nécessaires comme prévues à l'article 7 de la présente convention.

## **ARTICLE 4 : EXPLOITATION COMMERCIALE DES INSTALLATIONS**

La SASP est autorisée à facturer, encaisser et conserver les recettes provenant de l'exploitation commerciale de l'équipement mis à disposition dans les conditions ci-après.

### **4-1 - Billetterie**

L'organisation de la billetterie relève de la responsabilité de la SASP qui encaisse et conserve les recettes perçues auprès des spectateurs.

### **4-2 - Publicité, promotion**

La SASP a la possibilité d'exploiter à des fins publicitaires ou promotionnelles les équipements mis à disposition, sous toutes formes et par tous moyens.

La SASP est libre de mettre lesdits espaces promotionnels à la disposition de tiers. Il appartiendra à la SASP de remettre les espaces en leur état antérieur sur demande de la Ville, cette dernière restant libre d'autoriser d'autres occupants à utiliser les espaces publicitaires en dehors des périodes réservées aux matchs du club.

### **4-3 - Buvettes et objets promotionnels**

La SASP peut exploiter des buvettes pendant les matchs après avoir obtenu les autorisations nécessaires conformément à la réglementation. La SASP fera son affaire de l'obtention des dérogations à la consommation d'alcool sur un site sportif, conformément à l'article L.3335-4 du code de la santé publique.

Celles-ci sont accordées à la SASP à titre personnel. L'exploitation des buvettes est donc placée sous sa seule responsabilité.

La SASP est libre de proposer une activité de restauration dans le respect du règlement sanitaire départemental.

Enfin, la SASP est libre de vendre des objets promotionnels dans les espaces prévus à cet effet.

## **ARTICLE 5 : INDEMNITE DE LOCATION**

La SASP verse à la Ville une indemnité de location, soumise à TVA, constituée de deux éléments :

1°/ une part fixe calculée en fonction du tarif municipal de location des stades (12,10 € HT par tranche de deux heures, pour l'année 2007) soit, pour la saison 2007-2008 :

pour les compétitions : trois tranches horaires pour onze matches,  
soit  $3 \times 12,10 \times 11 = 399,30$  € HT;

pour les entraînements : une tranche horaire pour deux cent jours,

soit : 1 x 12,10 x 200 = 2.420 € HT;

2°/ une part variable hors taxes égale à 1% de la billetterie.

Cette indemnité de location sera payée par la SASP annuellement à terme échu sur présentation d'un état de la billetterie adressée par le club à la Ville, au plus tard le 30 juin.

## **ARTICLE 6 – CHARGES D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE**

La Ville assumera les charges d'entretien et de maintenance des installations mises à disposition.

## **ARTICLE 7 : ASSURANCES**

### **7-1 - Engagements du Stade Dijonnais Côte d'Or**

La SASP fait son affaire de tous dommages, quelle qu'en soit la cause, pouvant être subis par des tiers et usagers des équipements mis à disposition pendant la période où ces équipements sont mis à disposition dans les conditions de la présente convention.

De même, elle s'assurera contre les risques de dégradations subies par les équipements confiés et sera seule responsable des dégâts devant la Ville. A cet effet, elle devra contracter une assurance pour couvrir l'ensemble de ces risques auprès d'une compagnie notoirement solvable. Toutefois, la Ville renonce à tout recours contre la SASP, malveillance exceptée, au-delà d'un montant d'indemnités de 150 000 €.

### **7-2 - Engagements de la Ville**

La Ville, en tant que propriétaire du stade, souscrira pendant toute la durée de la présente convention, auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable, une police d'assurances pour garantir l'immeuble dans lequel sont situés les biens mis à la disposition de la SASP ainsi que toutes les installations contre les risques d'incendie, explosion, risques annexes et dégâts des eaux.

## **ARTICLE 8 : RESPONSABILITE**

La Ville n'assumera aucune responsabilité dans le déroulement des manifestations sportives, la SASP étant réputée seule organisatrice des matchs.

## **ARTICLE 9 - DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est établie pour la saison sportive 2007-2008.

La convention pourra être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de deux mois dont le terme ne pourra être antérieur au dernier jour de la saison sportive officielle en cours, et ce, pour quelque cause que ce soit et sans indemnité.

## **ARTICLE 10 : RESILIATION**

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de disparition de la SASP, ou de substitution ou fusion de la société avec une autre personne morale, le présent contrat serait résilié de plein droit.

Fait à Dijon le

Pour la Ville de Dijon,  
Le Maire,  
Pour le Maire,  
l'Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports,

Pour la S.A.S.P. Stade Dijonnais Côte d'Or,  
le Président,

Gérard Dupire

Pascal Gautheron

**ANNEXE : DESIGNATION DES ESPACES ET LOCAUX MIS A DISPOSITION  
A TITRE TEMPORAIRE, PRECAIRE ET NON EXCLUSIF**

<i>Désignations des lieux</i>	<i>Contenu</i>
Stade Bourillot	Terrain d'honneur Terrain n°1 Vestiaires Tribunes Locaux de caisses-billetterie Buvettes et réserves Locaux associatifs Locaux administratifs Club-house Parkings